

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1187

[2011/202044]

7 AVRIL 2011. — Décret modifiant la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes en ce qui concerne les amendes administratives et la perception immédiate

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes, il est inséré un article 11*bis* libellé comme suit :

"Art. 11*bis*. Une somme d'argent peut être immédiatement perçue, avec l'accord du contrevenant, par le policier domanial qui constate une infraction à l'article 13.

Le montant de la perception immédiate est de 100 euros.

Le policier domanial communique sa décision au procureur du Roi.

Le paiement immédiat de la somme éteint la possibilité d'infliger au contrevenant une amende administrative pour le fait visé.

Le paiement immédiat de la somme prélevée n'empêche pas le procureur du Roi de faire application des articles 216*bis* ou 216*ter* du Code d'instruction criminelle, ni d'engager des poursuites pénales. En cas d'application des articles 216*bis* ou 216*ter* du Code d'instruction criminelle, la somme immédiatement perçue est imputée sur la somme fixée par le ministère public et l'excédent éventuel est remboursé.

En cas de condamnation de l'intéressé, la somme immédiatement perçue est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée, et l'excédent éventuel est remboursé.

En cas d'acquiescement, la somme immédiatement perçue est restituée.

En cas de condamnation conditionnelle, la somme immédiatement perçue est restituée après déduction des frais de justice."

Art. 2. La loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes est complétée comme suit :

"Art. 14. Dans les conditions déterminées au présent article, pour autant que les faits soient passibles d'une sanction pénale en vertu de l'article 13, une amende administrative peut être infligée au contrevenant en lieu et place d'une sanction pénale.

Le montant de l'amende administrative est de 100 euros au moins à 1.000 euros au plus pour les infractions visées à l'article 13.

Le fonctionnaire habilité à infliger les amendes administratives pour les infractions au décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques est compétent pour infliger des amendes administratives en cas d'infraction à la présente loi.

Art. 15. Le procureur du Roi dispose d'un délai de soixante jours à compter du jour de la réception du procès-verbal constatant l'infraction pour notifier au fonctionnaire visé à l'article 14 son intention quant à l'engagement ou non de poursuites pénales ou de faire usage ou non des pouvoirs que lui attribuent les articles 216*bis* et 216*ter* du Code d'instruction criminelle.

La notification par le procureur du Roi de son intention d'engager des poursuites pénales ou d'user des pouvoirs que lui attribuent les articles 216*bis* et 216*ter* du Code d'instruction criminelle exclut la possibilité d'infliger une amende administrative.

Si le procureur du Roi notifie son intention de ne pas engager de poursuites pénales et de ne pas user des pouvoirs que lui attribuent les articles 216*bis* et 216*ter* du Code d'instruction criminelle, ou si, à l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1^{er}, il n'a pas fait connaître son intention, le fonctionnaire visé à l'article 14 est autorisé à entamer la procédure visant à infliger une amende administrative.

Art. 16. Lorsque la procédure visant à infliger une amende administrative peut être entamée conformément à l'article 15, le fonctionnaire visé à l'article 14, s'il estime nécessaire d'appliquer une telle amende, notifie à l'auteur présumé de l'infraction, par lettre recommandée, un avis accompagné d'une nouvelle copie du procès-verbal, mentionnant :

1° les faits pour lesquels il envisage d'infliger une amende administrative;

2° un extrait des dispositions transgressées;

3° le montant de l'amende administrative qu'il envisage d'infliger;

4° que l'auteur présumé de l'infraction a le droit de faire valoir par écrit, par lettre recommandée, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification de l'avis;

5° qu'il peut aussi, dans le même délai et par lettre recommandée, demander à présenter oralement ses moyens de défense, sauf si le montant de l'amende administrative envisagée n'excède pas 62,50 euros;

6° qu'il a le droit de se faire représenter ou assister par un conseil et de consulter son dossier.

Si l'auteur présumé de l'infraction demande à présenter oralement ses moyens de défense, le fonctionnaire visé à l'article 14 lui notifie, par lettre recommandée, les lieu, jour et heure où il sera entendu. Cette audition a lieu quinze jours au plus tôt après l'envoi de ladite lettre recommandée.

Il est établi un procès-verbal de l'audition du contrevenant signé par le fonctionnaire visé à l'article 14 et par le contrevenant. A défaut d'accord du contrevenant sur le contenu du procès-verbal, ce dernier est invité à y faire valoir ses remarques.

Art. 17. Lorsque la procédure administrative est entamée à l'encontre d'une personne de moins de dix-huit ans, la lettre recommandée visée à l'article 16, alinéa 1^{er}, est adressée au mineur ainsi qu'à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Ces parties disposent des mêmes droits que les contrevenants eux-mêmes.

Le fonctionnaire en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats afin qu'il soit veillé à ce que le mineur puisse être assisté d'un avocat. Cet avis est envoyé en même temps que la lettre recommandée visée à l'alinéa 1^{er}.

Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat au plus tard dans les deux jours ouvrables à compter de cet avis.

Copie de l'avis informant le bâtonnier de la saisine est jointe au dossier de la procédure.

Lorsqu'il y a conflit d'intérêts, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique veille à ce que l'intéressé soit assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

Art. 18. A l'échéance du délai de quinze jours visé à l'article 16, alinéa 1^{er}, 4^o, et, le cas échéant, après la date fixée pour l'audition de l'auteur présumé de l'infraction ou de son conseil, tenant compte, s'il y en a eu, des moyens de défense présentés par écrit ou exposés oralement, le fonctionnaire visé à l'article 14 prend la décision de soit infliger l'amende administrative initialement envisagée, soit infliger une amende d'un montant diminué, soit ne pas infliger d'amende administrative.

Il peut accorder au contrevenant des mesures de sursis à l'exécution. Il peut réduire l'amende administrative au-dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes.

Sa décision motivée et le procès-verbal de l'audition sont notifiés au contrevenant par lettre recommandée. Dans le cas d'un contrevenant mineur, la décision motivée et le procès-verbal de l'audition sont notifiés au mineur ainsi qu'à ses père, mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde et à son conseil.

Les père et mère, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur sont civilement responsables du paiement de l'amende.

Art. 19. Une décision infligeant une amende administrative ne peut plus être prise plus de cent quatre-vingts jours après le procès-verbal de constat de l'infraction.

Art. 20. Le contrevenant qui souhaite contester la décision du fonctionnaire lui infligeant une amende administrative peut introduire un recours à l'encontre de celle-ci dans un délai de trente jours, à peine de forclusion, à compter de la date de sa notification.

Le recours est introduit par voie de requête devant le tribunal correctionnel. Cependant, si la décision se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de seize ans accomplis au moment des faits, le recours est introduit par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, le recours peut également être introduit par les père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Le tribunal de la jeunesse demeure compétent si le contrevenant est majeur au moment où il se prononce.

La requête contient l'identité et l'adresse du contrevenant, la désignation de la décision attaquée et les motifs de la contestation de cette décision.

Le recours suspend l'exécution de la décision.

Les dispositions des alinéas 1^{er} à 4 sont mentionnées dans la décision infligeant l'amende.

Le tribunal peut accorder au contrevenant des mesures de sursis à l'exécution. Il peut réduire l'amende administrative au-dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes.

Le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il est saisi d'un recours contre une amende administrative, substituer à celle-ci une mesure de garde, de préservation ou d'éducation telle qu'elle est prévue par l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Dans ce cas, l'article 60 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est d'application.

Les décisions du tribunal correctionnel ou du tribunal de la jeunesse ne sont pas susceptibles d'appel. Toutefois, lorsque le tribunal de la jeunesse décide de remplacer la sanction administrative par une mesure de garde, de préservation ou d'éducation visée à l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, sa décision est susceptible d'appel. Dans ce cas, les procédures prévues par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse pour les faits qualifiés d'infractions sont d'application.

Art. 21. La décision infligeant une amende administrative a force exécutoire à l'échéance d'un délai de trente jours prenant cours le jour de sa notification, sauf en cas de recours.

Le contrevenant ou les civilement responsables visés à l'article 18, alinéa 4, disposent d'un délai de trente jours prenant cours le jour qui suit celui où la décision a acquis force exécutoire pour acquitter l'amende.

Art. 22. Les articles 14 à 21 ne sont pas applicables aux mineurs âgés de moins de seize ans au moment des faits."

Art. 3 A l'article 2 du décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de travaux publics, l'alinéa 2 est complété par un point e) rédigé comme suit :

"e) des amendes administratives et perceptions immédiates perçues en vertu de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 avril 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement wallon, 352 (2010-2011). N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 6 avril 2011.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1187

[2011/202044]

7. APRIL 2011 — Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Autobahnstatuts in Bezug auf die administrativen Geldbußen und die sofortige Erhebung

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In das Gesetz vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Autobahnstatuts wird ein Artikel 11*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 11*bis* - Eine Geldsumme kann mit dem Einverständnis des Zuwiderhandelnden von dem Domänenpolizisten, der einen Verstoß gegen Artikel 13 feststellt, sofort erhoben werden.

Der Betrag der sofortigen Erhebung ist 100 Euro.

Der Domänenpolizist übermittelt seinen Beschluss dem Prokurator des Königs.

Durch die sofortige Zahlung des Betrags erlischt die Möglichkeit, dem Zuwiderhandelnden eine administrative Geldbuße für den erwähnten Sachverhalt aufzuerlegen.

Die sofortige Zahlung des erhobenen Betrags hält den Prokurator des Königs weder davon ab, die Artikel 216*bis* oder 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches anzuwenden, noch Strafverfolgungen einzuleiten. Im Falle der Anwendung der Artikel 216*bis* oder 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches wird der sofort erhobene Betrag von dem von der Staatsanwaltschaft festgelegten Betrag abgerechnet und der eventuelle überschüssige Betrag zurückerstattet.

Im Falle einer Verurteilung der betroffenen Person wird der sofort erhobene Betrag von den an den Staat zu zahlenden Gerichtskosten und von der auferlegten Geldstrafe abgezogen und der eventuelle überschüssige Betrag zurückerstattet.

Im Falle eines Freispruchs wird der sofort erhobene Betrag zurückerstattet.

Im Falle einer bedingten Verurteilung wird der sofort erhobene Betrag nach Abzug der Gerichtskosten zurückerstattet."

Art. 2 - Das Gesetz vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Autobahnstatuts wird wie folgt ergänzt:

"Art. 14 - Unter den in dem vorliegenden Artikel festgelegten Bedingungen und insofern die Sachverhalte aufgrund des Artikels 13 mit einer strafrechtlichen Sanktion belegt werden, kann dem Zuwiderhandelnden an Stelle einer strafrechtlichen Sanktion eine administrative Geldbuße auferlegt werden.

Für die in Artikel 13 genannten Verstöße beläuft sich der Betrag der administrativen Geldbuße auf mindestens 100 Euro und höchstens 1.000 Euro.

Der zur Auferlegung der administrativen Geldbußen für die Verstöße gegen das Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes befugte Beamte ist befugt, die administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen vorliegendes Gesetz aufzuerlegen.

Art. 15 - Der Prokurator des Königs verfügt über eine Frist von sechzig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Protokolls, in dem der Verstoß festgestellt wird, um dem in Artikel 14 genannten Beamten seine Absicht zuzustellen, eine Strafverfolgung einzuleiten oder zu unterlassen oder von den Befugnissen, die ihm durch die Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches erteilt werden, Gebrauch zu machen oder nicht.

Die Zustellung durch den Prokurator des Königs von seiner Absicht, Strafverfolgungen einzuleiten oder von den Befugnissen Gebrauch zu machen, die ihm durch die Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches erteilt werden, schließt die Möglichkeit aus, eine administrative Geldbuße aufzuerlegen.

Wenn der Prokurator des Königs seine Absicht zustellt, keine Strafverfolgungen einzuleiten und nicht von den Befugnissen Gebrauch zu machen, die ihm durch die Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches erteilt werden, oder wenn er nach Ablauf der in Absatz 1 vorgesehenen Frist seine Absicht nicht zur Kenntnis gegeben hat, ist der in Artikel 14 genannte Beamte befugt, das Verfahren zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße einzuleiten.

Art. 16 - Wenn das Verfahren zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße gemäß Artikel 15 eingeleitet werden kann, stellt der in Artikel 14 genannte Beamte, wenn er die Auferlegung einer solchen Geldbuße als notwendig erachtet, dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes per Einschreiben einen Bescheid unter Beifügung einer neuen Abschrift des Protokolls zu, in dem Folgendes angegeben wird:

1° die Sachverhalte, für die er die Auferlegung einer administrativen Geldbuße beabsichtigt;

2° ein Auszug der übertretenen Bestimmungen;

3° der Betrag der administrativen Geldbuße, die er aufzuerlegen gedenkt;

4° die Tatsache, dass der mutmaßliche Urheber des Verstoßes das Recht hat, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag der Zustellung des Bescheids seine Verteidigungsgründe schriftlich und per Einschreiben gelten zu lassen;

5° die Tatsache, dass er innerhalb derselben Frist und per Einschreiben ebenfalls beantragen kann, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzutragen, außer wenn der Betrag der vorgesehenen administrativen Geldbuße 62,50 Euro nicht überschreitet;

6° die Tatsache, dass er das Recht hat, sich von einem Berater vertreten oder unterstützen zu lassen und seine Akte einzusehen.

Wenn der mutmaßliche Urheber des Verstoßes beantragt, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzutragen, stellt der in Artikel 14 genannte Beamte ihm per Einschreiben Ort, Tag und Uhrzeit zu, an denen er angehört wird. Diese Anhörung findet frühestens fünfzehn Tage nach der Einsendung des besagten Einschreibens statt.

Es wird ein Protokoll der Anhörung des Zuwiderhandelnden aufgenommen, das von dem in Artikel 14 genannten Beamten und von dem Zuwiderhandelnden unterzeichnet wird. Falls der Zuwiderhandelnde nicht mit dem Inhalt des Protokolls einverstanden ist, wird er aufgefordert, seine Bemerkungen gelten zu lassen.

Art. 17 - Wenn das Verwaltungsverfahren gegen eine Person unter achtzehn Jahren eingeleitet wird, wird das in Artikel 16, Absatz 1 erwähnte Einschreiben an den Minderjährigen sowie an dessen Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen gerichtet. Diese Parteien verfügen über die gleichen Rechte wie die Zuwiderhandelnden selbst.

Der Beamte setzt den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer davon in Kenntnis, damit dafür gesorgt wird, dass der Minderjährige den Beistand eines Anwalts erhalten kann. Dieser Bescheid wird gleichzeitig mit dem in Absatz 1 erwähnten Einschreiben entsandt.

Der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Rechtshilfebüro bezeichnet spätestens innerhalb von zwei Werktagen ab diesem Bescheid einen Anwalt.

Eine Abschrift des Bescheids, in dem der Präsident der Rechtsanwaltskammer von der Anrufung in Kenntnis gesetzt wird, wird der Verfahrensakte beigelegt.

Im Falle eines Interessenkonflikts sorgt der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Rechtshilfebüro dafür, dass der Betroffene den Beistand eines anderen Anwalts erhält, als desjenigen, den seine Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen heranziehen.

Art. 18 - Nach Ablauf der in Artikel 16, Absatz 1, 4^o erwähnten Frist von fünfzehn Tagen und gegebenenfalls nach dem für die Anhörung des mutmaßlichen Urhebers des Verstoßes oder seines Beraters festgelegten Datum, unter Berücksichtigung der schriftlich unterbreiteten oder mündlich vorgetragenen Verteidigungsgründe, wenn solche vorliegen, fasst der in Artikel 14 genannte Beamte den Beschluss, entweder die ursprünglich beabsichtigte administrative Geldbuße aufzuerlegen, eine Geldbuße mit einem verminderten Betrag aufzuerlegen, oder keine Geldbuße aufzuerlegen.

Er kann dem Zuwiderhandelnden Maßnahmen für einen Vollstreckungsaufschub gewähren. Im Falle mildernder Umstände kann er die administrative Geldbuße unter das gesetzliche Minimum herabsetzen.

Sein begründeter Beschluss und das Protokoll der Anhörung werden dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben zugestellt. Im Falle eines minderjährigen Zuwiderhandelnden werden der begründete Beschluss und das Protokoll der Anhörung dem Minderjährigen sowie seinen Eltern, Vormunden oder sorgeberechtigten Personen und seinem Berater zugestellt.

Die Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen des Minderjährigen sind für die Zahlung der Geldbuße zivilrechtlich haftbar.

Art. 19 - Ein Beschluss, durch den eine administrative Geldbuße auferlegt wird, kann nach mehr als hundertachtzig Tagen nach dem Protokoll zur Feststellung des Verstoßes nicht mehr getroffen werden.

Art. 20 - Der Zuwiderhandelnde, der den Beschluss des Beamten, der ihm eine administrative Geldbuße auferlegt, anzufechten wünscht, kann innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, unter Androhung des Ausschlusses, ab dem Datum der Zustellung des Beschlusses einen Einspruch gegen diesen einlegen.

Der Einspruch wird mittels einer Klageschrift beim Strafgericht eingereicht. Wenn sich der Beschluss auf Minderjährige bezieht, die zum Zeitpunkt der Tat das vollendete Alter von sechzehn Jahren erreicht haben, wird der Einspruch durch unentgeltlichen Antrag beim Jugendgericht eingereicht. In diesem Fall kann der Einspruch ebenfalls von den Eltern, Vormunden oder sorgeberechtigten Personen eingereicht werden. Das Jugendgericht bleibt zuständig, wenn der Zuwiderhandelnde zum Zeitpunkt, zudem er sich äußert, volljährig ist.

Die Klageschrift enthält die Identität und Anschrift des Zuwiderhandelnden, die Bezeichnung des angefochtenen Beschlusses und die Gründe für die Anfechtung dieses Beschlusses.

Der Einspruch setzt die Durchführung des Beschlusses aus.

Die Bestimmungen der Absätze 1 bis 4 werden in dem Beschluss angegeben, durch den die Geldbuße auferlegt wird.

Das Gericht kann dem Zuwiderhandelnden Maßnahmen für einen Vollstreckungsaufschub gewähren. Im Falle mildernder Umstände kann er die administrative Geldbuße unter das gesetzliche Minimum herabsetzen.

Wenn das Jugendgericht mit einem Einspruch gegen eine administrative Geldbuße befasst wird, kann es diese durch eine Aufsichts-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme, wie diese in Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehen ist, ersetzen. In diesem Fall ist Artikel 60 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz anwendbar.

Die Beschlüsse des Strafgerichts oder des Jugendgerichts sind nicht berufungsfähig. Wenn das Jugendgericht jedoch beschließt, die administrative Geldbuße durch eine in Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehene Aufsichts-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme zu ersetzen, ist sein Beschluss berufungsfähig. In diesem Fall sind die durch das Gesetz vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehenen Verfahren, die für Taten gelten, die als Straftaten qualifiziert werden, anwendbar.

Art. 21 - Der Beschluss, durch den eine administrative Geldbuße auferlegt wird, ist nach Ablauf einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag seiner Zustellung vollstreckbar, außer im Falle eines Einspruchs.

Der Zuwiderhandelnde oder die in Artikel 18, Absatz 4 genannten zivilrechtlich verantwortlichen Personen verfügen über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, der auf denjenigen folgt, an dem der Beschluss vollstreckbar wurde, um die Geldbuße zu begleichen.

Art. 22 - Die Artikel 14 bis 21 sind nicht auf Minderjährige, die zum Zeitpunkt der Tat weniger als sechzehn Jahre alt waren, anwendbar."

Art. 3 - In Artikel 2 des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten wird der Absatz 2 durch einen Punkt *e*) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"*e*) kraft des Gesetzes vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Autobahnstatuts erhobene administrative Geldbußen und sofortige Erhebungen."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 7. April 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 2010-2011.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 352 (2010-2011). Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 6. April 2011.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1187

[2011/202044]

7 APRIL 2011. — Decreet houdende wijziging van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen wat betreft de administratieve geldboetes en de onmiddellijke inning

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen wordt een artikel *11bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *11bis*. De domaniaal politieagent die een inbreuk op artikel 13 vaststelt kan, met de instemming van de overtreder, overgaan tot de onmiddellijke inning van een geldsom.

Het onmiddellijke inningsbedrag is 100 euro.

De domaniaal politieagent deelt zijn beslissing aan de procureur des Konings mee.

De onmiddellijke betaling van de som dooft de mogelijkheid uit om de overtreder een administratieve geldboete op te leggen voor het beoogde feit.

De onmiddellijke betaling van de geheven som belet de procureur des Konings niet om de artikelen *216bis* of *216ter* van het Wetboek van strafvordering toe te passen of strafrechtelijke vervolgingen in te stellen. Bij toepassing van de artikelen *216bis* of *216ter* van het Wetboek van strafvordering wordt de onmiddellijk geïnde som toegerekend op de som bepaald door het openbaar ministerie en het eventuele overschot wordt terugbetaald.

Bij een veroordeling van belanghebbende wordt de onmiddellijk geïnde som toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en de uitgesproken geldboete, en het eventuele overschot wordt terugbetaald.

Bij een vrijspraak wordt de onmiddellijk geïnde som teruggegeven.

Bij een voorwaardelijke veroordeling wordt de onmiddellijk geïnde som teruggegeven na aftrek van de gerechtskosten."

Art. 2. De wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen wordt aangevuld als volgt :

"Art. 14. Voor zover de feiten krachtens artikel 13 strafbaar zijn met een strafrechtelijke sanctie, kan onder de in dit artikel gestelde voorwaarden een administratieve boete aan de overtreder opgelegd worden in plaats van een strafrechtelijke sanctie.

De administratieve boete bedraagt minstens 100 tot hoogstens 1.000 euro voor de overtredingen bedoeld in artikel 13.

De ambtenaar die bevoegd is om de administratieve geldboetes op te leggen voor de overtredingen van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein is bevoegd om de administratieve geldboetes op te leggen in geval van overtreding van deze wet.

Art. 15. De Procureur des Konings beschikt over een termijn van zestig dagen, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding, om de ambtenaar bedoeld in artikel 14 kennis te geven van zijn bedoeling om al dan niet strafrechtelijke vervolgingen op te starten of al dan niet gebruik te maken van de bevoegdheden die hem bij de artikelen *216bis* en *216ter* van het Strafrechtelijk Wetboek toegewezen worden.

De kennisgeving door de procureur des Konings van zijn bedoeling om strafrechtelijke vervolgingen op te starten of gebruik te maken van de bevoegdheden die hem bij de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Strafrechtelijk Wetboek toegewezen worden sluit de mogelijkheid uit om een administratieve boete op te leggen.

Indien de procureur des Konings kennis geeft van zijn bedoeling om geen strafvervolgingen in te stellen of geen gebruik te maken van de bevoegdheden die hem bij de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Strafrechtelijk Wetboek toegewezen worden of indien hij zijn beslissing niet heeft meegedeeld na afloop van de termijn bedoeld in het eerste lid, mag de in artikel 14 bedoelde ambtenaar de procedure opstarten waarbij een administratieve boete opgelegd wordt.

Art. 16. Wanneer de procedure tot oplegging van een administratieve boete overeenkomstig artikel 15 opgestart mag worden, bezorgt de in artikel 14 bedoelde ambtenaar de vermoedelijke overtreder, indien hij de toepassing van een dergelijke boete nodig acht, een bericht bij ter post aangetekend schrijven en een nieuw afschrift van het proces-verbaal, met de volgende stukken en gegevens :

1° de feiten waarvoor hij overweegt een administratieve boete op te leggen;

2° een uittreksel van de overtreden bepalingen;

3° het bedrag van de administratieve boete die hij overweegt op te leggen;

4° de vermoedelijke overtreder heeft het recht om zijn verweermiddelen bij ter post aangetekend schrijven te laten gelden binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van mededeling van het bericht;

5° hij kan ook binnen dezelfde termijn bij ter post aangetekend schrijven vragen om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen, behalve wanneer het bedrag van de overwogen administratieve boete niet hoger is dan 62,50 euro;

6° hij heeft het recht om zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen of bijstaan en om zijn dossier in te kijken.

Indien de vermoedelijke overtreder vraagt om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen, geeft de in artikel 14 bedoelde ambtenaar hem bij ter post aangetekend schrijven kennis van de plaats, de dag en het uur waarop hij gehoord zal worden. Dat verhoor vindt plaats ten vroegste binnen vijftien dagen na verzending van het aangetekend schrijven.

Er wordt proces-verbaal van het verhoor van de overtreder opgemaakt. Het wordt getekend door de ambtenaar bedoeld in artikel 14 en door de overtreder. Indien de overtreder het niet eens is met de inhoud van het proces-verbaal, wordt hij erom verzocht zijn opmerkingen daarin te laten gelden.

Art. 17. Wanneer de administratieve procedure opgestart wordt tegen een persoon onder achttien jaar, wordt het in artikel 16, eerste lid, bedoelde aangetekend schrijven gericht aan de minderjarige, alsook aan zijn vader en moeder, voogden of personen die het toezicht op hem uitoefenen. Die partijen beschikken over dezelfde rechten als de overtredders.

De ambtenaar stelt de stafhouder van de Orde van advocaten daarvan in kennis zodat de minderjarige door een advocaat bijgestaan kan worden. Die kennisgeving wordt samen met het in het eerste lid bedoelde aangetekend schrijven verstuurd.

Uiterlijk binnen twee werkdagen, te rekenen van de datum van die kennisgeving, wordt een advocaat aangewezen door de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand.

Een afschrift van het bericht waarmee de stafhouder in kennis van de aanhangigmaking gesteld wordt, wordt bij het procedurendossier gevoegd.

In het geval van een belangenconflict zorgt de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand ervoor dat de belanghebbende bijgestaan wordt door een andere advocaat dan degene op wie zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen een beroep hebben gedaan.

Art. 18. Na afloop van de termijn van vijftien dagen bedoeld in artikel 16, eerste lid, 4°, en, in voorkomend geval, na de datum vastgelegd voor het verhoor van de vermoedelijke overtreder of diens raadsman, beslist de in artikel 14 bedoelde ambtenaar, rekening houdend met de schriftelijk of mondeling voorgedragen verweermiddelen, indien er verweermiddelen waren, om de aanvankelijk overwogen administratieve boete of een lagere boete op te leggen, of om geen administratieve boete op te leggen.

Hij kan de overtreder maatregelen tot uitstel van de uitvoering toestaan. In geval van verzachtende omstandigheden kan hij de administratieve boete verlagen tot onder het wettelijke minimum.

Zijn gemotiveerde beslissing en het proces-verbaal van verhoor worden bij ter post aangetekend schrijven aan de overtreder meegedeeld. In het geval van een minderjarige overtreder worden de gemotiveerde beslissing en het proces-verbaal van verhoor meegedeeld aan de minderjarige, aan diens vader, moeder, voogden of aan de personen die toezicht op hem uitoefenen, alsook aan zijn raadsman.

De vader en moeder, de voogden of de personen die toezicht op de minderjarige uitoefenen, zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling van de boete.

Art. 19. Een beslissing waarbij een administratieve boete opgelegd wordt, mag niet meer genomen worden na afloop van de termijn van honderdtachtig dagen na het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding.

Art. 20. De overtreder die de beslissing van de ambtenaar die hem een administratieve boete oplegt wenst aan te vechten, kan een beroep indienen binnen een termijn van dertig dagen, op straffe van verval, te rekenen van de datum van zijn kennisgeving.

Het beroep wordt d.m.v. een verzoekschrift voor de correctionele rechtbank ingediend. Indien de beslissing evenwel betrekking heeft op minderjarigen die de volle leeftijd van zestien jaar bereikt hebben op het moment van de feiten, wordt het beroep d.m.v. een kosteloos verzoekschrift bij de jeugdrechtbank ingediend. In dat geval kan het beroep ook ingediend worden door de vader en moeder, de voogden of de personen die het toezicht op hem uitoefenen. De jeugdrechtbank blijft bevoegd indien de overtreder meerderjarig is wanneer zij zich uitspreekt.

Het verzoekschrift bevat de identiteit en het adres van de overtreder, de aangevochten beslissing en de motieven van de betwisting van die beslissing.

Het beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

De bepalingen van de leden 1 tot 4 worden vermeld in de beslissing waarbij de boete opgelegd wordt.

De rechtbank kan de overtreder maatregelen tot uitstel van de uitvoering toestaan. In geval van verzachtende omstandigheden kan hij de administratieve boete verlagen tot onder het wettelijke minimum.

De jeugdrechtbank kan, wanneer een beroep tegen een administratieve boete bij haar aanhangig gemaakt wordt, in de plaats hiervan een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel stellen zoals bepaald bij artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. In dat geval is artikel 60 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming van toepassing.

De beslissingen van de correctionele rechtbank of van de jeugdrechtbank zijn niet vatbaar voor beroep. Wanneer de jeugdrechtbank evenwel beslist tot de vervanging van de administratieve sanctie door een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel bedoeld in artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, is haar beslissing voor beroep vatbaar. In dat geval zijn de procedures waarin de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voorziet voor de feiten die als overtredingen beschouwd worden van toepassing.

Art. 21. De beslissing waarbij een administratieve boete opgelegd wordt, heeft uitvoerende kracht na afloop van een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van kennisgeving, behalve in geval van beroep.

De overtreder of de burgerlijk verantwoordelijken bedoeld in artikel 18, vierde lid, beschikken over een termijn van dertig dagen, die ingaat op de dag na die waarop de beslissing uitvoerende kracht heeft verworven om de boete te betalen.

Art. 22. De artikelen 14 tot 21 zijn niet van toepassing op minderjarigen onder zestien jaar op het moment van de feiten."

Art. 3. In artikel 2 van het decreet van 17 december 1992 tot oprichting van de begrotingsgrondsen inzake openbare werken wordt het tweede lid aangevuld met een punt *e*) luidend als volgt :

"*e*) de administratieve geldboetes en onmiddellijke inningen geïnd krachtens de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen. 7 april 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Waals Parlement 352 (2010-2011). Nrs. 1 en 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 6 april 2011.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1188

[2011/202045]

24 MARS 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment l'article 28, modifié par le décret du 22 décembre 2010 et l'article 28*bis*, inséré par le décret du 22 décembre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000;

Vu l'avis 49.236/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 mars 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il est nécessaire de définir des mesures préventives générales applicables à l'ensemble des sites désignés comme sites Natura 2000 mais aussi aux sites candidats au réseau Natura 2000 non encore couverts par un arrêté de désignation, en vue d'éviter la détérioration des habitats naturels et d'espèces ainsi que la perturbation significative des espèces pour lesquels ces sites ont été désignés ou sélectionnés;

Considérant que ces mesures permettront d'assurer une protection des sites candidats avant leur désignation comme sites Natura 2000, conformément à l'article 4, § 4, 1^{re} phrase, de la Directive 2009/147/CE "Oiseaux" et à l'article 4, § 5, de la Directive 92/43/CEE "Habitats", tels qu'interprétés par la Cour de justice de l'Union européenne;

Considérant qu'il importe de remplacer certaines mesures générales prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000, jugées très difficilement contrôlables par les services de la Commission européenne en charge de la conditionnalité agricole, par des mesures pouvant faire l'objet d'un contrôle sur place;

Considérant qu'il importe de supprimer certaines mesures figurant dans ledit arrêté du 23 octobre 2008 dans la mesure où elles sont mieux rencontrées par d'autres dispositions légales ou réglementaires, relevant ou non de la loi sur la conservation de la nature;